



---

**BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 172 / 27 sept 89**

---

**LE FRONT SANDINISTE, SEULE FORCE UNITAIRE CAPABLE DE GAGNER LES ELECTIONS**

Poursuite du projet historique, démocratisation de la gestion, autonomie municipale font partie du programme électoral du FSLN qui a mené dans tout le pays une consultation populaire systématique. Son mot d'ordre: La victoire avec 70 %.

**TOUT SERA MEILLEUR**

Dans l'enthousiasme, les 1700 délégués à *la grande convention du peuple* ont amendé et approuvé la plate-forme électoral du FSLN, une plate-forme de paix et de stabilité pour le progrès social.

**DANIEL ET SERGIO, CANDIDATS DU FSLN**

**LE PROCESSUS ELECTORAL VA BON TRAIN**

Les grandes lignes de la future bataille électorale se précisent de jour en jour.

**LA REFORME AGRAIRE AU COEUR DE LA BATAILLE ELECTORALE**

A la veille des élections, tous les partis politiques sont obligés de prendre position sur la réforme agraire.

**LES FEMMES AU NICARAGUA**

Elles se prononcent pour des transformations révolutionnaires au sein du FSLN.

**EGLISE**

Elle appelle à la participation aux élections.

**LES DEMOCRATES-CHRETIENS DISENT "OUI" AU PROCESSUS ELECTORAL**

Au cours d'une visite rapide à Managua, Luis Herrera, ex-président du Venezuela et haut dirigeant de l'internationale démocrate-chrétienne s'est prononcé en faveur d'une participation active des partis politiques et de la population aux élections de février 1990.

**EL SALVADOR: D'ACCORDS POUR DISCUTER DU CESSEZ-LE-FEU**

L'accord de Mexico, signé entre le FMLN et le gouvernement du Salvador ouvre les portes au dialogue.

---

409 11481

## LE FRONT SANDINISTE, SEULE FORCE UNITAIRE CAPABLE DE GAGNER LES ELECTIONS

Une entrevue avec Bayardo Arce, par Sofia Montenegro, reprise de *Barricada*.

Managua, septembre (ANN). Bayardo Arce, commandant de la révolution et membre de la direction du FSLN, a expliqué au cours d'une entrevue les méthodes qui ont présidé au choix des candidats pour les élections générales de février prochain. Une large consultation populaire a permis d'élaborer la plate-forme électorale du FSLN; elle sera l'écho de la volonté et des préoccupations exprimées. B.Arce anticipe quelques-uns des éléments de ce programme, qui sera présenté officiellement, dimanche 24 septembre.

*Barricada* : Où en est la consultation menée par le FSLN pour le choix des ses candidats ?

B.Arce: Il y a trois niveaux de consultation et de décision correspondant aux trois types d'élections qui se dérouleront en février: Le pays élira ses représentants à l'exécutif, au législatif et aux conseils municipaux. Ces derniers sont l'expression du pouvoir le plus proche de la base, des attentes concrètes des gens là où ils vivent. C'est pour cela que le niveau de consultation et de décision pour les *municipales* est lui-même plus proche de la base, afin de traduire le plus fidèlement possible ses attentes, en accord avec les objectifs de la révolution.

En revanche, le *pouvoir législatif* concerne la nation entière et a une plus forte connotation politique. L'Assemblée est un des principaux lieux du débat d'idées, et elle a un poids déterminant dans la vie juridique du pays. Quant au *pouvoir exécutif*, il est éminemment politique, il doit garantir la conduite d'un programme déterminé.

Nous avons donc chargé nos organismes régionaux d'impulser un processus de consultation, non seulement de la base du Front sandiniste mais d'autres secteurs qui, sans être membres de notre organisation, sont intégrés à de diverses tâches révolutionnaires. Cela a permis de connaître bien les attentes de la population par rapport aux élections, en prenant en compte les caractéristiques de chaque scrutin de février. Nos groupes de militants ont fait du porte-à-porte afin de recueillir l'opinion des habitants sur les candidats pour les trois élections. Notre méthode n'était pas inductive, il ne s'agissait pas de savoir si les gens préfèrent Juan ou Pedro mais qui ils considéraient, dans chaque cas, comme les meilleurs représentants de leurs intérêts. Nous nous sommes également appuyés sur des enquêtes internes, non pour influencer les choix mais pour orienter notre travail. Le résultat de ces démarches a été à l'origine d'une première proposition que la commission organisatrice a présenté à la direction nationale du FSLN. Cela constitue une base d'infor-

mation sur les qualités requises pour les candidats par la population. Cette proposition a été adressée aux structures régionales afin qu'elles procèdent à des ajustements en conséquence. Elles-mêmes se sont livrées à ce type de consultation sur le plan local, pour le choix des candidats aux municipales. Les listes seront établies au cours d'une réunion des secrétaires du FSLN de tout le pays, le 23 septembre. Elles seront présentées devant l'Assemblée sandiniste le 24, puis le 25 devant la *grande convention populaire* rassemblant toutes les forces du parti (cf. note). Là se fera le choix définitif des candidats du Front sandiniste.

## UN CHOIX DEMOCRATIQUE

Nous n'avons pas procédé par réunion de petits groupes de 14 ou 15 personnes pour choisir les candidats. Il arrive que se tiennent des assemblées où viennent cent délégués parmi lesquels il faut choisir. Nous, par contre, avons utilisé un procédé "en éventail": D'abord nous recueillons de la base une série d'opinions qui sont analysées par les structures centrales (organes régionaux puis commission d'organisation du parti). Ensuite, ce matériel retourne aux structures régionales, enrichi d'apports et de commentaires. De là, il est transmis aux groupes municipaux avec des suggestions nouvelles et des noms nouveaux soumis à la discussion, pour finalement arriver à la convention qui rassemblera au moins 600 délégués de tous les secteurs du Front sandiniste. A cette étape, le choix sera clair et représentatif.

Une pré-convention s'est tenue sous la présidence de D.Ortega. Elle a donné lieu à un premier examen des listes et celles-ci sont reparties vers la base, afin qu'il y soit mis la dernière main. En plus des membres du Front, nous avons décidé d'intégrer des gens qui ne militent pas au FSLN mais qui ont participé aux tâches de la révolution, à l'effort pour la défense de la souveraineté et de l'indépendance.

*Barricada*: Peut-on qualifier la profession de foi du Front comme une profession de foi d'unité nationale?

B.Arce: Plus que d'unité nationale, ce qui signifierait prétendre à un équilibre, je dirais qu'il s'agit d'une profession de foi vaste et unitaire de caractère révolutionnaire.

## VALIDITE DU PROGRAMME HISTORIQUE

*Barricada*: Pourriez-vous anticiper certains aspects du programme électoral ?

B.Arce: Notre analyse est que le programme de transformations révolutionnaires au bénéfice du peuple a été affecté par la guerre et la crise économique, qui nous ont obligés à geler certains programmes et à en ralentir d'autres, car l'agression a signifié pour nous plus de 15 milliards de pertes. Nous estimons que notre programme

a gardé toute sa validité, même si certains ajustements sont nécessaires.

Nous devons en garantir la poursuite, en prenant en considération la base matérielle et les conditions politiques sur lesquelles nous comptons.

Ce n'est pas la même chose de mener un processus de transformations en situation de guerre et en situation de paix et nous espérons qu'après les élections, notre pays sera en paix. Nous n'allons pas dresser un programme historico-stratégique mais proposer une plate-forme de ce que nous pouvons faire en six ans de mandat. En tant que Gouvernement également, nous avons lancé une consultation. Nous avons demandé à toutes les organisations et tous les secteurs sociaux leurs idées sur les tâches à mener.

La commission qui intervient à la plate-forme électorale du FSLN, en plus de recueillir ces apports de la société, a développé une série de consultations directes auprès des cadres du Front dans les différentes régions, auprès des organisations de masse et des cadres du secteur public. L'objectif était de connaître leurs projets en tant que dirigeants d'une branche de la vie socio-économique du pays et ce qu'ils pensent pouvoir réaliser dans les six ans à venir.

C'est de cet ensemble de propositions que va naître la plate-forme électorale. Elle sera discutée devant la commission du 25 septembre qui aura le dernier mot.

*Barricada: Dans quelle direction va cette plate-forme?*

B.Arce.: Dans la direction de notre projet original. Nous avons lutté contre la dictature parce que nous voulions en finir avec la situation d'injustice à laquelle était soumis notre peuple. Nous voulions extirper les fléaux de l'analphabétisme, de la mortalité infantile, du paysan sans terres, du chômage, du travailleur sans logement, de la jeunesse sans avenir. Nous sommes bien conscients que pour parvenir à ce progrès, il faut s'appuyer sur une base matérielle qui permet de supporter le coût économique qu'implique tout programme social. C'est pour cela que nous avons la conviction que l'effort prioritaire doit porter sur la situation économique. Nous devons stabiliser notre économie, créer les conditions propres à la récupération de nos niveaux de production à l'augmentation de la production nationale. Alors, nous aurons les moyens de notre programme social.

Nous voulons améliorer la gestion économique par une plus grande participation des différents protagonistes et perfectionner les instruments de l'économie. Nous croyons important d'impulser une plus grande démocratie dans la gestion économique-sociale du pays grâce aux pouvoirs municipaux. Ceci nous permettront de décentraliser encore plus l'action de l'Etat. Une gestion économique efficace combinée à une politique participative et à

une démocratisation de la gestion à partir des pouvoirs municipaux, voilà ce qui nous permettra d'avancer plus vite vers la résolution des problèmes hérités du Somozisme.

#### LES MUNICIPALES : DES ELECTIONS-CLE

*Barricada: Quelles seront les répercussions directes des élections municipales sur la population?*

B.Arce: Si on veut résoudre tous les problèmes, niveau de vie, entretien des écoles, etc. à partir du Gouvernement central, les budgets s'additionnent et on arrive à un chiffre macro-économique incompatible avec une politique d'ajustements. Mais une gestion locale apportant une réponse directe aux problèmes permet de faire face à ces difficultés. Nous avons eu la preuve que nous avons raison d'inscrire dans notre constitution l'autonomie municipale. Il a été démontré que la communauté peut résoudre les problèmes qui la touchent directement. Cela évite de faire remonter les problèmes qui la touchent directement. Cela évite aussi de faire remonter le problème jusqu'au Gouvernement central et d'attendre que la réponse redescende par toutes les marches de la pyramide de l'Etat. La gestion municipale balaie tous ces délais.

Aujourd'hui, une de nos tâches politiques est de faire prendre conscience aux gens des nouveaux outils forgés par ces élections.

Elles seront caractérisées par une vaste participation, l'égalité des chances entre les candidats et l'observation internationale afin qu'il n'y ait pas de prétexte à la poursuite de l'agression. Elles seront différentes des élections de 84 car ce n'est pas seulement la paix qui est en jeu. Pour la première fois, les municipalités seront autonomes. Elles auront leur personnalité propre, elles pourront établir des relations entre elles, elles pourront y compris avoir leur propre gestion externe pour résoudre leurs problèmes et elles seront de véritables gouvernements locaux avec plein pouvoir de décider.

La population doit prendre conscience de cela afin de donner son vote à des personnes honnêtes, actives, préoccupées par les problèmes communautaires. En allant voter, les gens doivent bien savoir que c'est directement leur propre bénéfice qui est en jeu. Il faut insister là-dessus afin que l'effort que représentent ces élections ouvre la voie non seulement à la paix mais à l'amélioration de la participation populaire et de la gestion même de l'Etat.

*Barricada: Quels commentaires vous inspirent le choix de l'UNO et sa situation interne?*

B.Arce : C'est un des neuf adversaires auxquels nous allons être confrontés. Je ne vois aucun élément extraordinaire. Le fait le plus significatif est que nous allions aux élections avec neuf partis adverses.

*Barricada: Et comment sera le choix sandiniste?*

B.Arce : Ce que je peux dire est qu'il sera représentatif de l'unité du FSLN. C'est un élément qu'il faut mettre en valeur pour ces élections parce que je crois qu'au milieu des difficultés qu'a connues le pays durant ces années, il est important pour notre peuple que le parti qui gagne les élections garantisse une cohérence et une même ligne d'action. Dans ce pays, le seul parti qui présente ces garanties est le FSLN, parce que nous sommes une force monolithique unie par une grande cohésion politico-idéologique. Nous allons proposer des candidats qui soient l'expression de l'unité Sandinisme-peuple, des camarades qui ont travaillé avec le peuple pendant toutes ces années et qui ont été à ses côtés contre vents et marées.

*Barricada: Et quel est le mot d'ordre pour ces élections?*

B.Arce: Battre l'opposition avec 70 % d'électeurs, pour que tous sachent que ce peuple est Sandiniste.

Note: Ces dates ont été avancées d'un jour, "la grande convention" se tiendra le dimanche 24 septembre.

## TOUT SERA MEILLEUR

par Sergio Ferrari.

Managua, 24 septembre (ANN). La "grande convention du peuple", tenue à Managua ce dimanche 24 septembre a marqué l'approbation de la plate-forme électorale du FSLN pour 1990-1997. Celle-ci confirme les principes historiques défendus et promus depuis la fondation même du Front et présente en détail les projets et défis pour chaque secteur d'activité du pays. Principes historiques de pluralisme politique, économie mixte, non-alignement, mobilisation et organisation populaires et plan d'action pour l'avenir sont liés à une condition essentielle pour le Nicaragua du prochain mandat électoral: La consolidation d'une paix durable.

"Une paix ferme et durable pour tous les foyers nicaraguayens, qui nous donne sécurité et tranquillité dans le futur", tel est le postulat de départ de la plate-forme sandiniste, qui n'écarte pas "un accord respectueux avec les Etats-Unis", facilitant la relance et le décollage économique, relatifs du fait de la crise mondiale, mais capitaux pour un pays dont la reconstruction d'après l'insurrection s'est vue sabotée par la guerre.

C'est de cette hypothèse de paix que tire son réalisme ce programme ambitieux qu'il serait difficile de mener en poursuivant une guerre qui a absorbé ces dernières années plus de 50 % du budget national.

L'augmentation considérable des exportations tradition-

nelles et non-traditionnelles, la hausse du produit intérieur brut (PIB) de 5 % par an, la réfection de 500 kms de routes, l'ouverture de 1800 kms de nouvelles voies de communication, l'objectif de 76 500 postes téléphoniques dans le pays, la construction de 315 kms de lignes pour l'éclairage public, la mise en route d'un programme d'électrification des zones rurales desservant 30 000 familles et la construction de maisons d'habitation font partie du programme du FSLN dans un Nicaragua en paix.

Le défi de réduire l'analphabétisme à 6 % (son taux a remonté depuis la grande campagne d'alphabétisation de 1980) grâce à une nouvelle initiative massive et l'approfondissement de la campagne pour la défense de l'enfance, avec comme objectif de réduire la mortalité infantile à 60 % dans un premier temps et à 30 % à la fin du mandat, font partie des thèmes sociaux majeurs.

La défense et le renforcement de l'autonomie de la côte atlantique, son développement intégral, la promotion des principales revendications des femmes, contenues dans un document public du mouvement des femmes AMNLAE, le soutien aux revendications des jeunes constituent d'autres axes du programme sandiniste.

La lutte pour la paix, la sécurité et l'intégration économique de la région centraméricaine occupe une place prépondérante dans la politique extérieure projetée, en droite ligne des principes défendus depuis 10 ans: Souveraineté, auto-détermination, non-alignement, respect du droit international, relations avec tous les pays du monde etc.

Les 30 pages et 20 alinéas de la plate-forme se sont enrichis des apports de l'Assemblée sandiniste du 23 septembre et de la grande convention du peuple du dimanche 24. Ce programme est l'aboutissement d'un vaste processus de consultation de tous les secteurs du pays. Le Nicaragua a besoin de redémarrer et le mot d'ordre *tout sera meilleur* illustre bien la confiance des Sandinistes.

## DANIEL ORTEGA ET SERGIO RAMIREZ, CANDIDATS DU FSLN

Managua, 25 septembre (ANN). Après dix heures de réunion, la "grande convention du peuple" a proclamé le commandant Daniel Ortega et le docteur Sergio Ramirez candidats à la présidence et à la vice-présidence pour les élections du 25 février prochain. L'annonce faite par le commandant Tomas Borge, (unique survivant des fondateurs du FSLN) a été accueillie par les ovations des participants à l'Assemblée.

"La démocratie ne se lasse pas", a déclaré T. Borge, soulignant le dévouement et la modestie des délégués à la convention, dont certains ont renoncé à leur candidature pour laisser la place à des dirigeants plus représentatifs.

Durant les derniers moments de la convention, des milliers d'habitants de Managua s'étaient rassemblés pour saluer la nomination de leurs candidats.

Les candidatures seront officiellement déposées devant le Conseil électoral suprême (CSE) le lundi 25, jour prévu par le calendrier pour l'enregistrement des candidats à l'exécutif.

## LE PROCESSUS ELECTORAL VA BON TRAIN

Managua, septembre (ANN). Dans les jours à venir, certains partis politiques et les organismes qui régissent le processus électoral, tels que le Conseil suprême électoral et le Conseil des partis politiques, prendront des décisions qui définiront plus nettement les grandes lignes de la bataille électorale qui s'annonce.

La désignation des candidats présidentiels du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le dimanche 24, la confirmation des candidats à l'exécutif du Mouvement d'action populaire (MAP) et du Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR) et leur enregistrement le lundi 25 "date limitée selon le calendrier électoral", sont des faits qui vont marquer le déroulement du processus électoral avant le début de la campagne.

De plus, dans les prochains jours, le Conseil électoral devra approuver, en tenant compte des suggestions de tous les partis, le règlement d'éthique électorale qui comprendra les principes de base de la campagne. Celle-ci s'ouvrira le 4 décembre et se clôturera le 21 février. L'avant-projet, qui contient une douzaine d'articles, définit les aspects qui ont trait à la "fonction civique" et formative des élections.

La prochaine désignation et la présentation des candidats des partis et des alliances pour l'Assemblée nationale et les conseils municipaux semblent raviver certaines

tensions au sein de l'Union nationale d'opposition (UNO), comme certains des militants de cette coalition l'ont laissé entendre. En effet, chacune des quatorze forces politiques qui constituent l'UNO garde l'espoir d'obtenir la plus grande représentativité, et par là, le plus de pouvoir. A titre d'exemple, au moins trois partis politiques de l'UNO se disputent publiquement la mairie de Managua, car chacun est persuadé de réunir le plus grand nombre de votes dans la capitale.

Par ailleurs, le Conseil suprême électoral a déjà remis aux consulats nicaraguayens à Mexico, Tijuana, dans tous les pays centraméricains et à Washington, la documentation nécessaire à l'inscription des citoyens résidents à l'étranger. Ceux-ci, une fois inscrits, devront se rendre au Nicaragua s'ils veulent voter en février 1990.

Jour par jour, à chaque nouvelle étape du calendrier électoral, le processus des élections se fait plus palpable. Les premières opinions internationales se font entendre : Jimmy Carter, ancien président des Etats-Unis, Luis Herrera Campins, ancien président du Venezuela et M. Igba Riza, le responsable de la mission des Nations unies pour la vérification électorale (ONUVE), s'accordent à dire que, jusqu'à présent, le processus électoral du Nicaragua comble les attentes de la communauté internationale.

## LE VERITABLE PARTI D'OPPOSITION, CE SONT LES ETATS-UNIS

par Sergio Ferrari

Managua, 26 septembre (ANN). Les résultats électoraux de février prochain marqueront une nouvelle étape dans la vie politique nicaraguayenne, créant les conditions d'une normalisation des rapports bilatéraux entre le Nicaragua et les Etats-Unis: Telle est la conviction de Daniel Ortega exprimée ce mardi 26 septembre, à l'occasion de son premier contact avec la presse depuis la proclamation de sa candidature aux présidentielles.

En présence d'une centaine de journalistes nationaux et étrangers, il analyse l'histoire passée, présente et future des relations Etats-Unis/Nicaragua, ainsi que le sens de l'actuel processus électoral qui, après 10 ans, va signifier un nouveau triomphe et un pas en avant pour la révolution.

"Durant les dix dernières années, les Etats-Unis n'ont pas pu nous mettre k.o. Un dur combat s'est livré, en plus de 15 rounds, entre deux rivaux, et c'est la politique interventionniste des Etats-Unis qui reste au tapis", a déclaré le président Ortega. "De la même manière qu'ils ont utilisé des mercenaires pour le combat militaire, aujourd'hui ils tentent la voie politique, soutenant une opposition qui "n'a pas de réalité parce que son véritable

chef est le président Bush". D. Ortega a poursuivi ainsi son analyse par un enchaînement logique d'idées, comparant la situation de guerre de libération puis de défense (ces huit dernières années) et la reconstruction post-somoziste avec la situation de paix qui se prépare.

"Le président Bush a sollicité du congrès américain qu'il approuve l'envoi de fonds, environ neuf millions de dollars, destinés à ce qu'il appelle la "démocratisation du Nicaragua", a donné comme exemple de sa démonstration le président Ortega.

Le contexte actuel, marqué par l'échec du renversement de la révolution sandiniste et l'affrontement Etats-Unis/Nicaragua par le biais des élections confère, selon le dirigeant sandiniste, un caractère de "combat décisif" à cette étape électorale. Combat contre la guerre qui jettera les bases de nouvelles relations entre les deux pays.

"Il paraît logique qu'à partir de maintenant et après les élections, les Etats-Unis cherchent un terrain d'entente avec le Nicaragua. Cela aura deux effets décisifs: Réduire le clivage politique intérieur ainsi que les pressions internationales dont a souffert le Nicaragua et rendre possible et réalisable la relance économique".

"La normalisation des relations ne pourra se faire sans dialogue", a signalé le président nicaraguayen: "C'est un défi que nous lançons au président Bush, que ce dialogue ait lieu à Managua, à Washington ou par satellite s'il le faut. Debattons de manière constructive", déclare D.Ortega, anticipant le ton du futur dialogue et l'Etat d'ésprit dans lequel le Sandinisme arrivera à la table de négociation. "Nous devons travailler ensemble à renforcer les points de convergence", a affirmé Ortega.

## LA REFORME AGRAIRE AU COEUR DE LA BATAILLE ELECTORALE

par Ricardo Pino Robles

**Managua, 18 septembre (ANN).** En dix ans de révolution, la réforme agraire est devenu l'élément essentiel de la politique intérieure du Nicaragua.

A l'approche des élections générales du 25 février prochain, les principales forces politiques qui s'affrontent ont adopté des positions très diverses sur la réforme agraire, en fonction des intérêts qu'elles défendent.

Tous les partis, certains avec force, d'autres timidement, ont dû se prononcer sur la réforme agraire et décider soit de poursuivre et d'approfondir cette réforme qui a démocratisé la propriété agricole, soit de la maintenir dans l'état actuel, soit de faire marche arrière.

La réforme agraire s'est traduite par une forte chute du

nombre des *latifundias* (propriétés de plus de 350 hectares) au Nicaragua.

Il y a dix ans, les *latifundias* monopolisaient 36% des terres cultivables. Aujourd'hui ce chiffre est tombé à 6%. Les propriétés d'Etat représentent 13% des terres, les coopératives 24% (elles sont plus de 3300), les 57% restant sont des propriétés privées, petites, moyennes ou grandes.

L'Union nationale d'opposition (UNO) de droite, promet aux familles dépossédées de leur rendre leur terre dans la mesure du possible ou bien de leur en remettre une autre.

Le Parti social chrétien (PSC) quant à lui assure "que les terres qui ont été remises dans le respect du droit ne seront pas rendues". Le Parti conservateur démocrate (PCD), deuxième force électorale selon les résultats des élections de 1984, annonce qu'il privatisera les propriétés d'Etat et qu'il mettra fin à ce qu'il appelle "les confiscations" qui, en termes juridiques, sont des expropriations. Le Parti unioniste d'Amérique centrale (PUCA) fondé en début de siècle, propose de transformer la réforme agraire en une "politique de développement rural".

Le Front sandiniste met l'accent sur le caractère "conservateur" de la réforme agraire et insiste sur la nécessité "d'approfondir et d'élargir les conquêtes jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de paysans sans terre". ce qui signifie un continu processus de transformations et un renforcement constant des acquis.

Selon tous les partis politiques, les secteurs de l'agriculture et de l'élevage ne sont pas seulement importants économiquement mais vitaux.

La moitié de la population est rurale et au moment des élections le vote paysan sera décisif. Les partis politiques font des efforts considérables pour attirer les paysans dans leurs rangs. La vérité est que, à ce jour, ceux qui ont été favorisés par la réforme agraire, ceux qui ont défendu leur terre les armes à la main dans les zones de guerre, ne veulent absolument pas retourner au passé et rendre leurs fermes aux anciens propriétaires.

L'avertissement lancé par les dirigeants de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), la plus grande organisation professionnelle avec ses 125 000 membres au cours de la première assemblée des coopératives les 12 et 13 septembre, est clair: " On ne rendra pas une seule poignée de terre aux grands propriétaires expulsés".

Selon l'avis des experts, il est peu probable que les partis d'extrême-droite obtiennent par les urnes ce que les contre-révolutionnaires n'ont pas obtenu par les armes, car le Front sandiniste reste la première force politique du pays.

## LES NICARAGUAYENNES VEULENT ALLER PLUS LOIN

repris de *Barricada*

Managua, septembre (ANN). Le mouvement des femmes nicaraguayennes "Luisa Amanda Espinoza" (AMNLAE) a demandé au Front sandiniste d'inclure dans sa plate-forme électorale une série de points que nous reproduisons ci-après.

1. Nous reconnaissons les efforts déployés par le Gouvernement et le FSLN pour aboutir à la paix.

- Nous demandons que continuent d'être appliquées toutes les mesures qui nous rapprochent, dans la dignité, de la paix véritable, qui ne renient pas les valeurs sacrées pour lesquelles le peuple s'est sacrifié: l'indépendance, l'auto-détermination et la recherche de la justice sociale.

- Nous demandons au Front sandiniste de renforcer les mécanismes qui ont rendu possibles les accords d'Esquipulas, d'El Salvador et de Tela, à savoir la défense militaire de la révolution qui a été principalement assurée par les jeunes accomplissant leur service militaire, nos frères, nos fils, nos époux. Tant qu'il existe la possibilité que la Contra, grâce au financement des Etats-Unis, reprenne ses activités, il faut que nous maintenions la mobilisation des jeunes à la défense, même si cela doit nous causer davantage de souffrances: C'est le sacrifice que nous devons consentir pour la défense de notre projet, la seule voie valable pour atteindre nos buts.

2. La révolution a permis aux femmes de s'intégrer à la vie productive, économique, politique et sociale.

C'est pourquoi nous voulons que le processus de transformations s'approfondisse avec des actions et des mesures qui brisent les entraves qui existent encore et limitent notre intégration.

3. La proclamation du FSLN établit clairement que l'élimination définitive de toutes les discriminations à l'encontre des femmes est un objectif historique qui ne sera atteint qu'à long terme.

Par conséquent, le FSLN doit inclure dans son programme de gouvernement la lutte contre les conceptions rétrogrades qui placent la femme en position d'infériorité. Il doit réaffirmer et appliquer les lois qui interdisent l'utilisation dénigrante de l'image des femmes. Il doit encourager notre participation au conseil d'éducation, pour définir les contenus et les illustrations des textes scolaires qui donnent une image des femmes en accord avec les nouvelles valeurs de la révolution.

4. Avec le FSLN au pouvoir, nous avons bénéficié de transformations juridiques et constitutionnelles qui nous ont donné un statut. Dans son programme le Front sandiniste doit s'engager à examiner les lois actuelles et à en promulguer de nouvelles dont nous soyons les bénéficiaires ainsi qu'à renforcer les mécanismes qui garantissent l'application de ces lois, tels que les bureaux de conseil juridique des femmes.

Il doit prévoir des mesures effectives contre les mauvais traitements et le viol de femmes et d'enfants, en apportant les réformes nécessaires au code pénal en vigueur afin d'établir des punitions sévères pour les coupables. Il faut développer un travail éducatif à l'égard de la société entière.

5. Au cours de ces dix ans, nous avons avancé dans la mise en place de programmes touchant les femmes et la famille. Diverses politiques doivent être maintenues et développées, telles que l'amélioration de la qualité des services pour les femmes et les enfants:

- La mise en place d'un vaste réseau d'approvisionnement qui assure la distribution et le contrôle des prix pour les produits de consommation courante.

- La création de coopératives de consommateurs en vue de garantir l'alimentation familiale.

- Une politique de contrôle des prix des médicaments qui permette à tous d'y avoir accès.

- La promotion de programmes et de campagnes d'information sexuelle qui favorisent la planification des naissances et qui feront diminuer le nombre des grossesses non désirées et par conséquent des avortements.

- La création de meilleures conditions d'avortement afin d'éviter les conséquences mortelles.

- La popularisation des moyens contraceptifs, éventuellement distribués par les "maisons des femmes", qui permettent au couple et à la femme en particulier de décider le nombre des enfants qu'ils auront.

6. La révolution a réduit le taux de mortalité infantile et a nettement privilégié les enfants, définissant les soins et l'éducation de ceux-ci comme une responsabilité sociale.

Les programmes du gouvernement ont été affectés par la guerre mercenaire qui a laissé des milliers d'orphelins. C'est pourquoi nous demandons au FSLN:

- De développer des campagnes contre l'alcoolisme, la drogue et la prostitution qui brisent l'unité familiale, freinant le développement de l'enfant et de la société dans son ensemble.

- De réduire la mortalité infantile avec le soutien de la communauté et de l'Etat et la participation accrue des femmes.

- De poursuivre la campagne *Pour la défense de la vie de l'enfant* avec la participation combative des organisations populaires et de la communauté en général.

- De développer les services urbains et ruraux pour les enfants avec le soutien de la communauté et des entreprises.
- D'éviter l'abandon d'enfants en situation de risque, en consacrant des efforts particuliers aux parents afin d'encourager une paternité responsable.
- D'encourager le partage des soins et de l'éducation des enfants.
- De faire respecter la loi sur la pension alimentaire et la loi sur les relations mere-pere-enfants.
- De sensibiliser les hommes et les femmes au partage des tâches domestiques.
- D'étendre à tous les écoliers le programme *Un verre de lait*.
- Que les titres de propriété de biens et immeubles remis par l'Etat reviennent à la famille en tant que telle.

7. La révolution a accru la participation des femmes à l'éducation.

La guerre d'agression et les problèmes économiques ont rendu difficile l'application de certains programmes visant à une plus grande intégration des femmes aux programmes d'éducation.

En accord avec la proclamation du 8 mars, le FSLN doit inclure dans sa plate-forme politique:

- L'intégration et le maintien des femmes dans le système éducatif depuis le premier âge jusqu'à l'éducation pour adultes.
- L'accès des femmes à des carrières non-traditionnelles, techniques et professionnelles.
- la distribution égale de bourses aux hommes et aux femmes.
- Des politiques spécifiques afin d'encourager la participation féminine à des cours techniques dans le but de progresser dans le domaine professionnel.
- La rectification des normes scolaires qui discriminent les étudiantes enceintes ou ayant charge de famille.

8. Au cours de ces dix années, les travailleuses, aux côtés des ouvriers, ont réalisé de grands progrès. Par conséquent, il faut élaborer un nouveau code du travail qui élimine toute discrimination:

- Réviser la classification des métiers traditionnellement féminins (santé, enseignement, industrie textile, etc.) dans le but de les révaloriser.
- Eliminer les conceptions protectionnistes qui entraînent des discriminations dans le travail et les plaires.
- Penaliser l'abus et le chantage sexuel.
- Faire respecter pleinement nos droits pré-, et post-nataux.
- Améliorer la protection des femmes enceintes et de celles qui allaitent.

9. La réforme agraire a remis la terre aux paysans, hommes et femmes, qui la travaillent, qui en vivent et dont vit

notre peuple.

Cependant, il s'avère urgent de développer des politiques pour que:

- La paysanne ait les mêmes droits aux titres de propriété, d'une manière individuelle ou comme membre d'une coopérative.
- Les règlements et les lois sur les coopératives assurent la participation féminine à droits et chances égales.
- Les femmes bénéficient de politiques spécifiques de formation et de crédit.

10. La révolution a encouragé la participation des habitants de la côte atlantique au processus politico-économique du pays.

Les femmes de la côte atlantique se sont distinguées au cours de ce processus. Nous demandons, par conséquent, la poursuite du processus d'autonomie intégrant et développant les droits acquis par les femmes dans les domaines économique, culturel, social et politique.

11. Les mères des héros et des martyrs sont devenues une force vive de la révolution, efficace et consciente.

Par leur souffrance, elles ont apporté leur contribution à la défense et à la consolidation du projet révolutionnaire. La plate-forme électorale du FSLN doit insister sur:

- l'augmentation des bénéfices sociaux pour les mères des morts à la guerre, leur donnant la priorité dans les programmes existants.
- L'augmentation des pensions des épouses des mobilisés tués, quand elles ont charge d'enfants.
- La mise en place de nouveaux programmes destinés aux mères âgées des héros et des martyrs.

12. La participation des femmes à la lutte contre la dictature et aux tâches de la révolution a signifié également l'augmentation de leur accès à des postes de direction.

Partante de cette réalité, le FSLN doit:

- Avoir une politique de parti qui développe des mesures efficaces de promotion des femmes.
- Garantir l'accès à des postes de direction à tous les échelons, à égalité de droits et de chances.

A cette fin, nous avons présenté des noms de femmes dont nous pensons qu'elles doivent être inscrites comme candidates à l'Assemblée nationale et aux conseils municipaux sur les listes du FSLN pour les prochaines élections.

Tous les progrès réalisés au cours de ces dix années sont le fruit de la révolution dont le Front sandiniste de libération nationale a pris la tête.

Mais ils ont été possibles aussi parce que nous, les femmes, avons pris part à toutes les tâches, nous ne nous sommes pas endormies sur les lauriers de la lutte passée. Au contraire, nous sommes des centaines de milliers de femmes qui travaillons sur tous les fronts de la révolution. Ils ont été possibles aussi parce que nous avons développé une discussion et une réflexion spécifique, en tant que femmes, avec des hauts et des bas, mais finalement avec des victoires: Parce que nous sommes des femmes; nous sommes AMNLAE...

En raison de tout ce que nous venons d'exposer, le FSLN doit garantir l'existence de notre mouvement des femmes *Luisa Amanda Espinoza* afin de lutter pour nos intérêts spécifiques qui sont les intérêts de la société entière.

!Vive la femme nicaraguayenne! !Vive la révolution populaire sandiniste! !Vive le Front sandiniste de libération nationale unies au FSLN dans la lutte pour la paix et l'avenir!

#### LES DEMOCRATES-CHRETIENS DISENT "OUT" AU PROCESSUS ELECTORAL

par Sergio Ferrari

Managua, 23 septembre (ANN). "Je suis venu pour encourager tous les Nicaraguayens sans exception, à s'inscrire sur les listes électorales et à voter le 25 février 1990. Ils doivent se saisir de toutes les occasions pour exercer la démocratie et voilà une superbe occasion", a déclaré Luis Herrera Campins, ex-président du Venezuela, haut dirigeant de la démocratie-chrétienne en Amérique latine et dans le monde. Il a reconnu les progrès accomplis dans le pays grâce au respect des accords d'Esquipulas.

L.Herrera a tenu des propos plus catégoriques et plus optimistes qu'au cours de ces précédentes visites en Amérique centrale où ses critiques l'emportaient sur sa reconnaissance des progrès réalisés.

Après seulement quelques heures de présence dans le pays, il s'est rendu à l'évidence: Les élections avancent, les espaces démocratiques se consolident, les conditions sont réunies, il faut que l'opposition assume ce défi historique.

Sa visite supersonique l'a conduit à trois conclusions qui méritent d'être mentionnées: L'unité du FSLN, le risque de division des anti-sandinistes et, selon ses propres paroles, la nouvelle "vision" du parti au Gouvernement, qu'il compare à une "pérestroïka locale".

"Tandis que le Front sandiniste essaie de maintenir l'unité des neuf commandants, l'opposition se divise,

multiple les partis en cultivant les nuances politico-idéologiques et les différences personnelles entre dirigeants", a noté L.Herrera dans sa première analyse de la situation politique au Nicaragua.

Sa vision du processus en marche est étonnante. Il affirme que "toutes les garanties demandées par l'opposition ne sont pas assurées", sans donner d'argument pour justifier une telle affirmation, si ce n'est une allusion à "une utilisation sélective des chaînes de télévision pour la campagne électorale".

Dans le même temps, il reconnaît que "l'espace de libertés qui existait avant s'est élargi, j'espère qu'il s'élargira beaucoup plus avant les élections".

Son interprétation de la situation s'est effilochée encore, il est arrivé à reconnaître les progrès significatifs qui voient le jour au Nicaragua. Par exemple, il a reconnu avoir rencontré au cours de son séjour "plus de communication. Cela me prouve que les engagements pris à Esquipulas II pour garantir la liberté d'expression et supprimer la censure ont été pris au sérieux. C'est indispensable pour un régime démocratique".

En s'exprimant ainsi, L. Herrera replace dans son contexte une vision optimiste de l'actualité nicaraguayenne. Mais son évaluation n'en reste pas là: "J'ai entendu des critiques sur la politique du FSLN, surtout sur les premières années à cause de ses tendances totalitaristes. J'ai toujours cru que la révolution nicaraguayenne avait des aspects très intéressants et qui pouvaient servir à d'autres pays. Ces dernières années, ces derniers mois, les anciennes tendances ont été dépassées, cela ressemble à la "pérestroïka", même si on ne l'exprime pas ainsi".

#### L'EGLISE NICARAGUAYENNE APPELLE A PARTICIPER AUX ELECTIONS

Managua, 24 septembre (ANN). La conférence épiscopale du Nicaragua qui rassemble tous les évêques du pays a communiqué ce dimanche un document appelant le peuple chrétien à prendre part activement au processus électoral. "L'église nicaraguayenne ressent comme un devoir l'évangélisation de toute l'humanité, y compris dans sa dimension politique", indique le document dans son introduction. Celui-ci a été signé par l'évêque de Matagalpa, Carlos Sancti, en sa qualité de secrétaire de la conférence.

"Nous appelons toute la population à aller s'inscrire durant les quatre dimanches d'octobre afin de pouvoir exercer son droit de vote le 25 février 90", poursuit le communiqué. Les évêques ont souhaité que des efforts soient faits pour que le langage de la campagne électorale soit constructif, "évitant offenses et calomnies".

## EL SALVADOR: D'ACCORDS POUR DISCUTER DU CESSEZ-LE-FEU

par Marcio Vargas

Mexico, 16 septembre, (ANN). Le FMLN et le Gouvernement du Salvador, réunis à Mexico le 15 septembre, ont décidé de se rencontrer dans les 30 jours à San Jose de Costa Rica, pour discuter des modalités d'un cessez-le-feu.

A l'issue de trois jours de discussion, les dirigeants de la Guerilla et les délégués du Gouvernement salvadorien ont signé l'accord de Mexico. Ils ont fait connaître leur décision de se réunir à nouveau les 16 et 17 octobre en présence d'observateurs de l'ONU et de l'OEA et sous la médiation de l'église catholique du Salvador.

Le communiqué commun, rendu public au cours d'une conférence de presse, fixe les formes du dialogue "de caractère permanent, avec un maximum de sérieux et des garanties réciproques", ainsi que le rythme des séances de travail tenant compte de l'urgence de la situation.

Cet accord établit un calendrier de rencontres tous les 30 jours et prévoit des consultations mutuelles pour élaborer les propositions.

Il prévoit également qu'aucune des deux parties ne peut se retirer du dialogue unilatéralement.

La rencontre de Mexico a duré douze heures de plus que prévu, et pourtant la proposition audacieuse de la Guerilla d'établir un calendrier à court terme pour le cessez-le-feu et la paix, n'a pas été discutée. Les dirigeants du Front Farabundo Marti et les délégués du Gouvernement d'Alfredo Cristiani ont qualifié les résultats de "fortement positifs".

Shafick Llandal, membre du commandement du FMLN a déclaré que la Guerilla "désire un nouvel an de paix au Salvador". Elle veut que 1990 soit l'année de la fin du conflit afin d'entrer dans une nouvelle étape.

Oscar Santamaria, délégué du Gouvernement salvadorien, a expliqué que l'accord signé à Mexico fixe des normes pour les rencontres à venir afin qu'elles soient une concertation sur le cessez-le-feu définitif. Il a précisé que "même si des échéances pour la paix n'ont pas été définies, les Salvadoriens veulent des élections avec la participation de toutes les forces politiques du pays".

Le commandant Joaquin Villalobos, membre de la délégation du FMLN, a signalé que le processus de paix aura à franchir beaucoup d'écueils à cause surtout de la recrudescence de la répression gouvernementale dans le pays. Expliquant que le Salvador est dans une situation d'épuisement, J. Villalobos a déclaré: "Maintenant existe

un terrain parallèle à celui de la lutte armée. Sur ce terrain les forces en présence devront chercher la paix. Celui qui ne rentrera pas dans cette nouvelle lutte perdra".

Il a précisé que la proposition du FMLN de programmer un calendrier pour la paix a été officiellement reçue par les délégués de Cristiani et il a ajouté: "Ceci est un premier pas vers ce qui doit devenir le thème central des futures conversations".

Monseigneur Rosa Chavez, vicaire de San Salvador a annoncé que l'église accepte de participer à la médiation dans le dialogue.

Le FMLN et le Gouvernement salvadorien se sont engagés à élargir cette invitation à deux membres du clergé, avant chaque réunion.

Tout en évitant de commenter le contenu du dialogue, un de ces religieux qui accompagnait Rosa Chavez a déclaré: "Il y a de l'optimisme, autant de la part du FMLN que du Gouvernement et nous aussi, nous sommes optimistes".

Avant le départ pour San Salvador, les délégués du Gouvernement ont assuré qu'ils présenteraient leur analyse sur le dialogue devant les partis politiques et les organisations sociales de leurs pays.

### Nicaragua: el proceso electoral avanza

En Nicaragua el proceso electoral se encuentra en plena marcha. La Agencia Nueva Nicaragua, como agencia de noticias de Nicaragua, les ofrece durante todo el proceso electoral un servicio especial:

### la selección ELECCIONES

Suscribase al servicio tematico (selección) de la ANN. El paquete de 30 mensajes cuesta:

- Mailbox 195 CHF
- Fax 255 CHF
- Telex 480 CHF

**SERVICE**

ANN offre:

Affiche en couleur *10 ans de solidarité internationale*,  
format 60/84.

Prix (incl. frais d'expédition): sFr.10.-/Ffrs.40.-

**ATTENTION: L'écriture est en allemand!**

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande.

Adresse:

ANN Europe  
case postale 236  
CH-8042 ZURICH

PC 80-16672-5



L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA. Telex (45) 817'585'158 com ch.

